



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/31/361
13 décembre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session
Point 58 de l'ordre du jour

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE : RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Gerhard PFANZELTER (Autriche)

1. A sa 4ème séance plénière, le 24 septembre 1976, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour la question intitulée "Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général" et de la renvoyer à la Deuxième Commission pour examen et rapport.
2. La Commission a examiné ce point de l'ordre du jour à ses 17ème, 18ème, 20ème, 21ème et 48ème séances, du 20 octobre au 19 novembre 1976. Un compte rendu des débats de la Commission figure dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.2/31/SR.17, 18, 20, 21 et 48).
3. Pour examiner ce point de l'ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Directeur général 1/;
 - b) Lettre datée du 30 septembre 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies pour lui communiquer les documents de la septième Conférence islamique des Ministres des affaires étrangères (A/31/237).
4. A la 17ème séance, le 20 octobre, les membres de la Commission ont entendu une déclaration liminaire du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 14 (A/31/14).

5. A la 48ème séance, le 19 novembre, le représentant du Kenya a présenté un projet de résolution (A/C.2/31/L.8) qui était également parrainé par les pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Canada, Côte d'Ivoire, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Inde, Iran, Italie, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Népal, Norvège, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Pologne, Sierra Leone, Singapour, Suède, Uruguay et Venezuela. Le représentant du Chili a déclaré que la délégation chilienne se joignait aux auteurs du projet de résolution.

6. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/31/L.8 sans procéder à un vote (voir par. 7 ci-après).

RECOMMANDATION DE LA DEUXIEME COMMISSION

7. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Rappelant également sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant en outre sa résolution 3403 (XXX) du 28 novembre 1975 relative à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche,

Considérant sa résolution 3362 (S-VI) du 16 décembre 1975, qui préconise des mesures pour servir de base et de cadre aux travaux des organes et des organismes compétents des Nations Unies,

1. Prend acte du rapport du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 2/;

2. Invite l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à continuer à concentrer ses travaux dans le domaine de la formation et de la recherche économiques et sociales, de manière à prévoir des projets spécialement consacrés aux problèmes qui se posent dans les secteurs identifiés par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires et dans les décisions pertinentes prises par l'Assemblée à sa vingt-neuvième session;

3. Exprime l'espoir que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche bénéficiera d'un appui financier plus important et plus général de la part des Etats Membres et des organisations.